

19 mai 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

MESURES DESTINEES A AMELIORER LA SITUATION ET A FAIRE RESPECTER LES
DROITS DE L'HOMME ET LA DIGNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Document de travail présenté par les délégations de l'Espagne, de la
Finlande, de la Grèce, de l'Italie, du Portugal et de la Suède

PROPOSITIONS RELATIVES AU SCHEMA QUI POURRAIT ETRE ADOPTE POUR LA
CONVENTION SUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS
MIGRANTS ET DE LEURS FAMILLES

Le présent document contient une première ébauche du schéma dans lequel pourrait s'inscrire la future convention. Pour faciliter la discussion, on s'est référé, toutes les fois que cela était possible, aux paragraphes du texte de l'avant-projet de convention figurant dans le document de séance CRP.7; toutefois, ces références n'impliquent pas à ce stade que les auteurs acceptent le contenu ou le libellé des paragraphes mentionnés; elles sont fournies simplement à titre d'indication pour l'examen éventuel des questions traitées dans ces paragraphes ou dans certaines de leurs dispositions, dans le cadre du schéma que l'on suggère d'adopter pour la convention.

Préambule

- Paragraphes 1) à 5) du CRP.7 (révisés conformément aux débats du Groupe de travail);
- Paragraphes 6) à 13) : remplacés par les propositions contenues dans le CRP.9;
- Paragraphe 14) du CRP.7, les mots "et les droits en matière d'emploi" étant supprimés.

Des paragraphes supplémentaires peuvent être ajoutés, concernant par exemple la préservation de l'identité culturelle.

Section I - Définitions

Article 1 - Définition du travailleur migrant (sur la base de la proposition suédoise)

Paragraphe 1 - Travailleurs migrants (munis de documents) autorisés :

- a) A accepter un emploi rémunéré;
- b) A exercer des activités indépendantes;
- c) A exécuter des fonctions ou des travaux spécifiques.

Paragraphe 2 - Travailleurs migrants (non munis de documents) non autorisés

(les incidences réciproques entre les termes "munis de documents/non munis de documents" et "autorisés/non autorisés" méritent une étude plus approfondie; cette question est laissée provisoirement en suspens).

Article 2 - Définition des membres de la famille, sur la base de l'article 13/2 de la Convention 143 de l'OIT : "Aux fins de la présente Convention, le mot 'famille' désigne le conjoint du travailleur migrant, ainsi que, pour autant qu'ils soient à sa charge, ses enfants, ses père et mère."

Article 3 - Définition du processus de migration (départ, voyage, séjour et travail, retour)

D'autres définitions pourront être ajoutées si elles sont jugées nécessaires à un stade ultérieur de l'élaboration de la convention, par exemple la définition du "pays d'origine" et du "pays d'accueil".

Section II - Droits de l'homme fondamentaux de tous les travailleurs migrants et de leurs familles (tels qu'ils sont définis aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier relatif aux définitions)

Cette section devrait tenir compte des droits de l'homme fondamentaux tels qu'ils sont définis dans les instruments pertinents des Nations Unies.

1. Clause de non-discrimination (race, couleur, sexe, langue, religion, opinions politiques ou autres, origine nationale ou sociale, nationalité, situation économique, ascendance ou toute autre condition).

CRP.7 : par. 8 et 9)

2. Droit de quitter le pays d'origine, de quitter le pays d'accueil, d'être accepté à nouveau dans leur propre pays.

3. Protection de la vie et de la personne : droit à la vie, protection contre l'esclavage, la torture, les traitements inhumains et dégradants.

[CRP.7 : par. 12/1, 16, 17, 21 a)]

4. Libertés fondamentales de pensée, d'opinion, d'expression, de religion et de culte.

(CRP.7 : par. 16 et 17)

5. Protection des biens, inviolabilité du domicile et de la correspondance.

(CRP.7 : par. 22)

6. Garanties en cas d'arrestation ou de détention au cours d'une procédure administrative, civile ou criminelle, à l'occasion de mesures d'expulsion ou de déportation.

(CRP.7 : par. 21 b), 28, 29, 30, 31,
32, 33, 34, 47, 48, 49, 50)

Les délégations qui soumettent le présent document estiment que cette sous-section devrait prévoir une protection fondamentale, de manière à tenir dûment compte, d'une part, des droits fondamentaux de tous les travailleurs migrants en leur qualité d'êtres humains et, d'autre part, du droit souverain de tous les Etats de réglementer l'entrée des étrangers sur leur territoire et l'accès au travail desdits étrangers. (Des garanties juridiques supplémentaires pourraient être prévues à la section III de la convention pour les travailleurs migrants qui sont dans une situation irrégulière, ou peuvent se trouver, à certains égards seulement, dans une telle situation.)

7. Droit à la protection par les autorités consulaires et diplomatiques.

[CRP.7 : par. 21 d)]

8. Droits afférents au travail : les Etats participants devraient s'engager à appliquer les principes énoncés à cet égard par l'OIT.

(CRP.7 : par. 13/2, 36, 37; le
paragraphe 40 mérite une
attention particulière)

9. Droit d'être dûment informés, dans leur propre langue, de leurs droits, des conditions de vie, de travail, de logement, de voyage, pendant toutes les phases du processus de migration. Ces renseignements devraient être fournis en collaboration par les Etats d'origine et les pays d'accueil.

10. Clause concernant le caractère irrévocable et indivisible des droits des travailleurs migrants.

(CRP.7 : par. 15)

Section III - Droits fondamentaux des travailleurs migrants autorisés (munis de documents) (tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'article premier relatif aux définitions)

(CRP.7 : par. 14)

Cette section devrait contenir les principes fondamentaux dans les domaines politique et civil, économique et social, ainsi que dans le domaine culturel. Le cas échéant, les dispositions de la convention devraient engager les Etats participants à appliquer les principes énoncés par l'OIT, l'UNESCO ou d'autres institutions spécialisées compétentes des Nations Unies.

La liste suivante indique, à titre purement indicatif, les questions qui pourraient être traitées.

1. Statut des travailleurs migrants

Cette question est laissée essentiellement à la décision souveraine de chaque Etat. La convention peut toutefois énoncer quelques normes générales, telles que le principe selon lequel l'admission et la résidence dans le pays d'accueil ne devraient pas être soumises à des conditions qui limiteraient les droits et les garanties énoncés dans la convention. (Ces dispositions devraient également tenir compte de la clause qui figure à la section IV, 2, qui recommande la conclusion d'accords aux niveaux régional ainsi que bilatéral, dans le but de préciser et d'améliorer le statut des travailleurs migrants.)

2. Droits civils et politiques

- Association et réunion;
- Mesures destinées à faciliter l'exercice du droit de vote dans leur propre pays;
- Mesures destinées à faciliter la participation aux décisions concernant la vie communautaire locale, y compris des renseignements, des consultations et d'autres formes de participation active à l'administration locale.

(CRP.7 : par. 24, 25)

3. Protection des droits de la famille

- Réunion des familles (CRP.7 : par. 26, 27, 45);
- Mesures destinées à alléger les problèmes qui se posent lorsque les familles restent dans un autre pays.

4. Egalité de chances et de traitement avec les ressortissants du pays d'accueil en ce qui concerne :

- a) Le droit à un logement approprié et droit d'accès aux logements sociaux;
- b) L'accès aux services sociaux (les Etats d'accueil devraient prendre des mesures appropriées pour permettre aux travailleurs migrants de bénéficier de tels services, y compris la fourniture de services d'interprète et de conseils en cas de besoin) (CRP.7 : par. 6);
- c) L'accès aux services de santé;
- d) L'accès aux services et aux établissements d'enseignement, y compris la formation technique et professionnelle et l'enseignement de la langue locale;
- e) La liberté de mouvement dans le pays d'accueil, dans les limites de la sécurité nationale;
- f) Le droit de s'affilier à des syndicats et d'exercer les droits syndicaux (CRP.7 : par. 44);
- g) La sécurité sociale (CRP.7 : par. 5).

(Le texte final de cette disposition devrait être rédigé compte tenu des normes déjà adoptées ou en train d'être adoptées par l'OIT; conformément à ces normes, les Etats devraient s'engager à conclure des accords multilatéraux ou bilatéraux prévoyant, en particulier, le maintien des droits à la sécurité sociale lorsque les travailleurs passent d'un pays à un autre.)

5. Droits culturels, sociaux et économiques spécifiques, tels que :

- a) La préservation de l'identité culturelle, y compris la promotion de l'enseignement de leur propre langue et dans leur propre langue en coopération avec leur propre pays, en particulier pour la deuxième génération de migrants;
- b) Le droit de transférer leurs gains et économies (CRP.7 : par. 5);
- c) Les mesures destinées à éviter la double imposition et le double paiement des cotisations de sécurité sociale.

6. Droit de ne pas être considérés comme étant en situation irrégulière du simple fait de la perte d'un emploi et garanties en cas de procédure d'expulsion ou de procédure judiciaire concernant leur statut de migrant.

Section IV - Catégories spéciales de travailleurs migrants autorisés/munis de documents

Cette section devrait comprendre seulement les principes fondamentaux dont l'application est particulière à certaines catégories de travailleurs migrants et devrait se référer, dans la mesure du possible, à la compétence des institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'OIT. Des clauses supplémentaires pourraient être ajoutées à un stade ultérieur, si nécessaire, pour d'autres catégories de travailleurs migrants.

1. Travailleurs migrants (munis de documents) - autorisés à accepter un emploi rémunéré (tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 a) de l'article premier)

a) Libre choix de l'emploi après une certaine période;

b) Egalité de traitement avec les ressortissants nationaux en ce qui concerne les droits en matière d'emploi, y compris la rémunération et les conditions de travail, la sécurité de l'emploi, la fourniture d'emplois de remplacement, de travail pour résorber le chômage et de facilités de recyclage;

c) Accès au bénéfice des allocations de chômage [voir note explicative à la section III, 4 g)].

2. Travailleurs migrants (munis de documents) - autorisés à exercer des activités indépendantes (tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 b) de l'article premier)

a) Obligation pour le pays d'accueil de définir clairement les conditions dans lesquelles les étrangers peuvent entreprendre des activités indépendantes (y compris les qualifications professionnelles et techniques requises) et d'énumérer les occupations exclusivement réservées aux ressortissants nationaux ou dont l'exercice par des étrangers est sujet à réciprocité;

b) Accès aux organismes de caractère économique ou professionnel.

3. Travailleurs migrants (munis de documents) - autorisés à exécuter des fonctions ou des travaux spécifiques (tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 c) de l'article premier)

a) Principe selon lequel la durée du séjour des travailleurs devrait être garantie pendant toute la période nécessaire pour l'exécution de leurs fonctions ou travaux spécifiques;

b) Coopération entre les pays intéressés en vue de faciliter la fourniture par les entreprises pour lesquelles ces travailleurs migrants travaillent de facilités supplémentaires telles que logements, écoles, services médicaux et récréatifs (sans charge financière pour le pays d'accueil, sauf si des dispositions à cette fin sont prévues dans des accords spécifiques);

c) Possibilité pour les travailleurs migrants de faire en sorte que leur salaire leur soit versé dans leur pays d'origine;

d) Droit d'être accompagnés par des membres de leur famille, pendant la durée des travaux entrepris (en tenant compte dans toute la mesure du possible de la sécurité ou d'autres considérations);

e) Garantie qu'aucune restriction ne sera apportée à la liberté personnelle des travailleurs ou des membres de leur famille et à leur droit de quitter librement le pays d'accueil si la responsabilité contractuelle ou administrative de la société étrangère se trouve engagée dans l'Etat d'accueil.

Section V - Promotion de conditions saines et équitables pour les migrations internationales

1. Clause de souveraineté : droit pour chaque Etat de déterminer les critères d'admission et de résidence en ce qui concerne les travailleurs migrants et leur famille et l'autorisation de travailler (cette disposition devrait cependant être établie en liaison avec le principe suggéré dans la section III, 1) et, à titre de conséquence, droit d'expulser les travailleurs étrangers en situation illégale non munis de documents et obligation pour le pays d'origine d'accepter de les reprendre (cette disposition devrait être reliée aux droits des travailleurs et aux garanties de procédure à la section II, et à l'engagement de coopération suggéré dans la présente section au paragraphe 5 ci-dessous).

(CRP.7 : par. 13)

2. Obligation tant pour le pays d'origine que pour le pays d'accueil de nommer des autorités compétentes pour traiter du statut, du départ, du voyage, de l'arrivée, de la sortie et du retour des travailleurs étrangers et de leur famille (y compris les services consulaires appropriés).

(CRP.7 : par. 12/2, 42)

3. Coopération entre les pays d'origine pour prévenir et empêcher les mouvements illégaux et clandestins ainsi que le trafic des travailleurs migrants (non munis de documents) et de leur famille (il conviendrait de mentionner l'application des principes énoncés dans les Conventions de l'OIT) :

a) Prévention et interdiction de la diffusion de fausses informations (voir également section II, 10) et obligation de condamner et de décourager les mouvements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants;

(CRP.7 : par. 53)

b) Sanctions contre les personnes qui participent au trafic ou aux mouvements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants non autorisés/non munis de documents;

(CRP.7 : par. 52)

c) Prévention et répression de l'emploi clandestin et du recours à la menace et à l'intimidation par les employeurs ou les agences de recrutement de main-d'oeuvre.

(CRP.7 : par. 19, 38, 39, 40,
41, 43)

4. Renforcement des mesures destinées à assurer que les migrations s'effectuent uniquement par les voies officielles (comme indiqué dans la présente section, au paragraphe 2 ci-dessus).

5. Coopération entre les pays d'origine et les pays d'accueil en vue de résoudre les problèmes des travailleurs migrants qui se trouvent en situation illégale/non munis de documents, soit en réglementant leur séjour et leurs conditions de travail dans le pays d'accueil,

(CRP.7 : par. 54)

soit en organisant leur retour dans le pays d'origine.

6. Coopération entre les pays d'origine et les pays d'accueil en vue de préserver la possibilité du retour volontaire des travailleurs migrants autorisés/munis de documents et de leur famille, et de résoudre les problèmes liés à ce retour (y compris les mesures visant à faciliter le rapatriement des biens personnels et des instruments de travail.

(CRP.7 : par. 23)

Section VI - Clauses finales

1. Clause de sauvegarde pour les restrictions qui sont strictement nécessaires dans l'intérêt de l'ordre public, de la sécurité publique et de la santé publique.

2. Clause de sauvegarde pour les organisations régionales ainsi que pour les accords multilatéraux et bilatéraux (CRP.7 : par. 57) et recommandation adressée aux pays concernés pour qu'ils concluent des accords régionaux ou bilatéraux visant à mieux tenir compte des situations locales spéciales dans l'intérêt des travailleurs migrants et à améliorer leur statut (CRP.7 : par. 56).

3. Application de la convention. Les délégations qui soumettent les présentes propositions estiment que le caractère de la convention (offrant un ensemble de principes généraux destinés à assurer une meilleure application des normes internationales en vigueur ainsi que l'adoption de règles plus détaillées par les institutions spécialisées des Nations Unies ou au moyen d'accords régionaux ou bilatéraux) nécessiterait la création d'un mécanisme d'application adéquat pour rassembler des informations, examiner les progrès réalisés et formuler des observations.

(CRP.7 : par. 59)
